



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 16 avril 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
202^e année
16 avril 2026
n° 15 / 8124^e
pages 665 à 712



ÉDITORIAL

665 Le Palais illégal du facteur Cheval, *Xavier Baki-Mignot*

ACTUALITÉS

- 668 Société civile (pacte tontinier) : nullité de la société
- 668 Répétition de l'indu (prescription) : procédure administrative contentieuse
- 669 Assurance automobile (prise d'effet) : paiement de la première cotisation
- 669 Bail rural (droit de préemption) : condition d'exploitation personnelle
- 670 Urbanisme (loi du 13 juillet 2006) : prescription de l'action en démolition
- 670 Action civile (décès de la victime) : poursuite par les ayants droit
- 671 Garde à vue (majeur protégé) : inconstitutionnalité du régime
- 672 Perquisition (validité) : inconstitutionnalité du régime
- 673 Cour d'assises (mandat de dépôt) : inconstitutionnalité du régime
- 673 Principes directeurs (juge) : bon déroulement de l'instance

POINT DE VUE

674 Sait-on... (à propos de l'Université française), *Renaud Bourget, Gustavo Cerqueira et Nicolas Nord*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 680 **Panorama** : Droits et libertés corporels, *Jean-Christophe Galloux et Hélène Gaumont-Prat*
- 691 **Notes** : De la perte de rentabilité du contrat, À propos de l'affaire *belN/Canal+/LFP*,
note sous Paris, 14 janv. 2026, Frédéric Buy
- 707 Clair-obscur sur la saisie immobilière d'un bien acquis par un époux commun en biens
et un tiers, *note sous Civ. 2^e, 11 déc. 2025, Nathalie Pierre*

ENTRETIEN

712 Marine Yzquierdo – Retour sur la proposition de loi relative
à la personnalité juridique et aux droits de la Seine



Lefebvre Dalloz

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés

Recueil Dalloz

PRÉSIDENTE ET PRINCIPALE ASSOCIÉE,
LEFEBVRE SARRUT
10 place des Vosges – 92400 Courbevoie
542 052 451 RCS Nanterre

recueil@dalloz.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
JULIEN LANGUY,
représentant permanent de Lefebvre Sarrut
DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE DELESALLE SORDET
DIRECTRICE
DE LA RÉDACTION CIVIL, PÉNAL ET IMMOBILIER,
CORINNE GENDRAUD

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALE DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD

• RÉDACTION

Maele HARSOUËT DE KERAVEL

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZÉ-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directrice de la Production éditoriale :

Anne-Laure CHAUMÉIL MENNESSEZ

Directeur artistique : Patrick VERDON

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1234,20 € TTC

Étranger : 1304,64 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Avril 2026

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges – 92400 Courbevoie

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

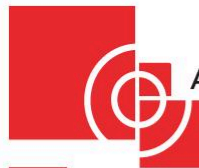
SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Xavier Baki-Mignot

665

Le Palais illégal du facteur Cheval



ACTUALITÉS

668

DROIT DES AFFAIRES

Société et marché financier
Société civile (pacte tontinier) :
nullité de la société, *Civ. 3^e, 9 avr. 2026*

668

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance
Répétition de l'indu (prescription) :
procédure administrative contentieuse,
Civ. 1^{re}, 9 avr. 2026
Assurance automobile (prise d'effet) :
paiement de la première cotisation,
Civ. 2^e, 2 avr. 2026

669

DROIT IMMOBILIER

Bail
Bail rural (droit de préemption) :
condition d'exploitation personnelle,
Civ. 3^e, 2 avr. 2026
Construction-Urbanisme
Urbanisme (loi du 13 juillet 2006) :
prescription de l'action en démolition,
Civ. 3^e, 9 avr. 2026

670

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale
Action civile (décès de la victime) :
poursuite par les ayants droit,
Crim. 8 avr. 2026
Garde à vue (majeur protégé) :
inconstitutionnalité du régime,
Cons. const. 3 avr. 2026
Perquisition (validité) : inconstitutionnalité
du régime, *Cons. const. 10 avr. 2026*
Cour d'assises (mandat de dépôt) :
inconstitutionnalité du régime,
Cons. const. 10 avr. 2026

673

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile
Principes directeurs (juge) :
bon déroulement de l'instance,
Civ. 2^e, 2 avr. 2026

Recueil Dalloz - 16 avril 2026 - n° 15

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés

16 avril 2026 - n° 15 / 8124^e

POINT DE VUE

674

Sait-on... (à propos de l'Université française)
par Renaud Bourget, Gustavo Cerqueira
et Nicolas Nord



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

676

1946 – Essor et échec de la départementalisation
par Bernard Beignier

PANORAMA

680

Droits et libertés corporels
avril 2025 – mars 2026
par Jean-Christophe Galloux
et Hélène Gaumont-Prat

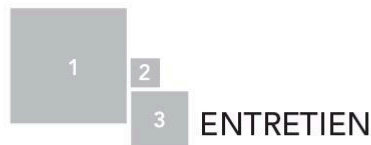
NOTES

691

De la perte de rentabilité du contrat.
À propos de l'affaire *belN/Canal+/LFP*,
note sous *Paris*, 14 janv. 2026
par Frédéric Buy

707

Clair-obscur sur la saisie immobilière d'un bien acquis
par un époux commun en biens et un tiers,
note sous *Civ. 2*, 11 déc. 2025
par Nathalie Pierre



ENTRETIEN

712

Marine Yzquierdo – Retour sur la proposition de loi
relative à la personnalité juridique et aux droits de la Seine

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction.

Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).

Recueil Dalloz - 16 avril 2026 - n° 15

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés



JURISPRUDENCE

Sociétés en général

L'abus de pouvoir : nouvelle notion en droit des sociétés
Com. 26 nov. 2025,
note Benoît Lecourt p. 213

Cessions d'actions

Adhésion à une promesse intégrée (ou non ?) à un pacte d'associés
Com. 11 févr. 2026,
note Bruno Dondero p. 219

Droit patrimonial des sociétés

La portée du régime matrimonial de l'associé dans l'exercice du droit de retrait
Dijon 11 sept. 2025,
note Estelle Naudin p. 226

Droit pénal des sociétés

Précisions jurisprudentielles sur les infractions de non-établissement et de non-dépôt des comptes annuels d'une société par actions simplifiée
Crim. 7 janv. 2026,
note Haritini Matsopoulou p. 229

Entreprises en difficulté

Abus de majorité et procédure de conciliation
Com. 26 nov. 2025,
note Nicolas Morelli p. 233



Lefebvre Dalloz

REVUE DES SOCIÉTÉS

Avril 2026 - n° 4

ÉTUDES

In Memoriam Bernard Bouloc (1936-2026)
p. 193

Le droit disciplinaire des commissaires aux comptes depuis l'ordonnance n° 2023-1142 du 6 décembre 2023
Bernard Bouloc p. 193

Le décret n° 2026-94 du 13 février 2026 relatif à la modernisation des modalités de communication avec leurs actionnaires de certaines sociétés commerciales
Alain Courret p. 198

La régulation de la gouvernance d'entreprise par l'AMF
Louis-Marie Savatier p. 203

CHRONIQUES

Chronique sociétés et numérique
Cécile Granier et Samir Merabet p. 237

Chronique de droit comparé des sociétés
— Rémunération excessive d'Elon Musk chez Tesla et arbitrage réglementaire
Katrin Deckert p. 248

N° 04 - Avril 2026 / **SOMMAIRE****Actualités** _____ **188**

par Bénédicte François et Benjamin Jeudi

Études _____ **193*****In Memoriam* Bernard Bouloc (1936-2026)**

Isabelle Urbain-Parleani _____ 193

Le droit disciplinaire des commissaires aux comptes depuis l'ordonnance n° 2023-1142 du 6 décembre 2023

Bernard Bouloc _____ 193

Le décret n° 2026-94 du 13 février 2026 relatif à la modernisation des modalités de communication avec leurs actionnaires de certaines sociétés commerciales

Alain Couret _____ 198

La régulation de la gouvernance d'entreprise par l'AMF

Louis-Marie Savatier _____ 203

Jurisprudence _____ **213****Sociétés en général**

L'abus de pouvoir : nouvelle notion en droit des sociétés

Note sous Com. 26 nov. 2025
note Benoît Lecourt _____ 213**Cessions d'actions**

Adhésion à une promesse intégrée (ou non ?) à un pacte d'associés

Note sous Com. 11 févr. 2026
note Bruno Dondero _____ 219**Société et durabilité**

Premier jugement mettant une société hors de cause sur le fondement de la loi vigilance

Note sous TJ Paris, 13 févr. 2025
note Sophie Schiller _____ 223**Droit patrimonial des sociétés**

La portée du régime matrimonial de l'associé dans l'exercice du droit de retrait

Note sous Dijon 11 sept. 2025
note Estelle Naudin _____ 226**Droit pénal des sociétés**

Précisions jurisprudentielles sur les infractions de non-établissement et de non-dépôt des comptes annuels d'une société par actions simplifiée

Note sous Crim. 7 janv. 2026
note Haritini Matsopoulou _____ 229**Entreprises en difficulté**

Abus de majorité et procédure de conciliation

Note sous Com. 26 nov. 2025
note Nicolas Morelli _____ 233**Chronique sociétés et numérique** _____ **237**

par Cécile Granier et Samir Merabet

Chronique de droit comparé des sociétés _____ **248**

par Katrin Deckert

La Semaine Juridique Entreprise et Affaires

La Semaine Juridique Entreprise et Affaires n° 16 16 Avril 2026,

Échos de la pratique

Commerce international

3 QUESTIONS - La diplomatie économique, une réponse à la guerre commerciale

[365](#)

Entreprise en difficulté

Entreprise en difficulté : APESA rejoint le Portail du Rebond

[366](#)

Bibliographie

Revue Cahiers de droit de l'entreprise

[367](#)

Revue Contrats et Marchés publics

[368](#)

Données chiffrées

L'activité de l'AGRASC en 2025

[369](#)

Actualités

Affaires

Transport

Les voitures autonomes : le choix d'un modèle de régulation

[370](#)

Banque

La France transpose la sixième directive sur les exigences de fonds propres

[371](#)

Marché financier

Une information, même erronée, peut constituer une information privilégiée

[372](#)

Marché public

Destruction de l'ouvrage avant sa réception par la collectivité publique : qui paie ?

[373](#)

Procédure

Moyen relevé d'office : les observations tardives restent recevables

[374](#)

Admission conditionnée d'un rapport d'expertise non judiciaire corroboré par des pièces

[375](#)

Protection du consommateur

Caractère abusif d'une clause contractuelle et délai de prescription de l'action judiciaire

[376](#)

Inapplicabilité de l'expertise contradictoire du Code de la consommation aux tests réalisés hors DGCCRF

[377](#)

Société

Exemption de consolidation et société civile tête de groupe : une « insécurité juridique » partiellement levée

[378](#)

Transport

Le Conseil de l'UE adopte la directive révisant les règles relatives aux voyages à forfait

[379](#)

Urbanisme commercial

Dispense d'autorisation d'exploitation commerciale dans un secteur de revitalisation

[380](#)

Social

Licenciement

Signature d'une transaction et contestation du licenciement : suspension de la prescription en raison de l'impossibilité d'agir

[381](#)

Protection sociale

DSN de substitution : tout ce qu'il faut savoir

[382](#)

Relations collectives de travail

Règles relatives au versement des contributions conventionnelles de dialogue social et de formation professionnelle

[383](#)

Rémunération

Renforcement de l'attractivité de l'épargne salariale

[384](#)

Fiscal

Droit douanier

Le Code des douanes entrera en vigueur le 1er mai 2026

[385](#)

Fraude fiscale

Lutte contre les fraudes sociales et fiscales

[386](#)

TVA

Précisions administratives relatives au dispositif de mandataire à l'international

[387](#)

Études et commentaires

Affaires

Entreprise

Le mandat à effet posthume du chef d'entreprise

[1126](#)

Société

Droit des sociétés

[1127](#)

La durée du pacte d'associés ? En principe, celle de la société !

[1128](#)

Droit des affaires

SOCIÉTÉ - Abus de majorité - Nullité de l'assemblée générale - Vente du seul actif de la société

[1129](#)

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE - Action sociale ut singuli - Responsabilité du gérant - Faute de gestion

[1130](#)

Concurrence

Concurrence déloyale : diffusion de propos dénigrants et preuve du préjudice

[1131](#)

Expert-comptable

La lettre de mission de l'expert-comptable à l'épreuve des tiers

[1132](#)

Banque

Consécration du double délai et obligations des parties en cas de contestation d'opérations non autorisées

[1133](#)

Droit des affaires

BANQUE - Obligation de vigilance - Virement - Absence d'anomalie apparente

[1134](#)

BANQUE - Obligation de vigilance - Virement - Absence d'anomalie apparente

[1135](#)

BANQUE - Opération de paiement - Opération frauduleuse - Négligence grave du client

[1136](#)

Social

Contentieux

Contentieux URSSAF : la nature de la décision rendue par la Commission de recours amiable

[1137](#)

Fiscal

Contrôle fiscal

Règle d'information d'une société membre d'un groupe fiscal sur le montant du rehaussement d'imposition envisagé par l'administration à la suite d'une vérification de comptabilité : quelle portée lui donner ?

[1138](#)

Droit fiscal

IMPÔT SUR LE REVENU - Gérant majoritaire de SARL - Revenu de capitaux mobiliers - Indemnités, allocations, avantages en nature et remboursements forfaitaires de frais

[1139](#)

IMPÔT SUR LE REVENU - Revenu de capitaux mobiliers - Dividendes - Année de rattachement

[1140](#)

IMPÔT SUR LE REVENU - Revenu de capitaux mobiliers - Dividendes - Année de rattachement

[1141](#)

La Semaine Juridique Edition Générale

La Semaine Juridique Edition Générale n° 15 13 Avril 2026,

La Semaine du droit

Édito

ENM

[469](#)

Les Acteurs

Avocats

Seydi Ba, la colère en étendard

[470](#)

Libres propos

Droit international

La guerre en Iran, le système de sécurité collective, et quelques réalités contemporaines

[471](#)

Civil et procédure civile

Successions-Partage

Publication de la loi visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale et la gestion des successions vacantes

[472](#)

Aide juridique

Modalités de mise en oeuvre de la contribution pour l'aide juridique

[473](#)

Responsabilité du transporteur

Accident aérien : incidence du non-lieu sur l'effet interruptif de la prescription de l'action civile

[474](#)

Procédure civile

Qualification du litige : le juge n'est lié que par l'accord exprès des parties

[475](#)

Journal Officiel

Journal officiel du 2 au 8 avril 2026

[476](#)

Cour de cassation

Arrêts P de la Cour de cassation du 23 au 29 mars 2026

[477](#)

Assurance de responsabilité

Sinistre sériel et exclusion de garantie : les dangers de la globalisation en assurance responsabilité médicale

[478](#)

Appel (en matière civile)

L'exception au principe de concentration : quid d'une évolution de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne ?

[479](#)

Pénal et procédure pénale

Procédure pénale

Précisions sur le statut de collaborateur de justice

[480](#)

Conseil constitutionnel

Garde à vue des majeurs protégés : l'absence d'information du représentant légal méconnaît les droits de la défense

[481](#)

Terrorisme

Apologie du terrorisme : caractère apologétique de la qualification d'« acte de résistance » des attaques du Hamas du 7 octobre 2023

[482](#)

Lutte contre la corruption

L'OCDE présente son dernier rapport

[483](#)

Journal Officiel

Journal officiel du 26 mars au 8 avril 2026

[484](#)

Cour de cassation

Arrêts P de la Cour de cassation du 9 au 22 mars 2026

[485](#)

Constitution de partie civile

Recours aux prestations de cabinets de conseil privés et constitution de partie civile de deux fédérations syndicales pour des faits de favoritisme

[486](#)

Affaires

Cour de cassation

Arrêts P de la Cour de cassation du 23 au 29 mars 2026

[487](#)

Virement

Nouvelles précisions sur le droit applicable au virement bancaire

[488](#)

Social

Contrat de travail

Droit à la déconnexion : absence de manquement en cas de connexions spontanées du salarié

[489](#)

Activité partielle

Conflit au Moyen-Orient : quelles entreprises peuvent recourir à l'activité partielle ?

[490](#)

Journal Officiel

Journal officiel du 2 au 8 avril 2026

[491](#)

Cour de cassation

Arrêts P de la Cour de cassation du 23 au 29 mars 2026

[492](#)

Public et fiscal

Construction-Urbanisme

De l'indépendance entre le permis de construire et le permis de démolir dans un site inscrit

[493](#)

Journal Officiel

[494](#)

En région

Sociétés

Le torchon brûle !

[495](#)

Universités

Est-ce grave docteur ? Consultez la clinique des droits !

[496](#)

La Semaine de la doctrine

La Chronique

Sûretés

Droit des sûretés

[497](#)

La Vie des Idées

Entreprises

L'avènement d'un legal privilegedes juristes à la française

[498](#)

Rapport

Régulation des véhicules autonomes : un rapport du Club des juristes

[499](#)

La Semaine du praticien

Informations professionnelles

Santé publique

Prise en charge des variations génitales chez le nourrisson : premiers constats

[500](#)

Intelligence artificielle

3 Questions à Stéphane Noël, chef de l'inspection générale de la Justice

[501](#)

À la une

Plaider-coupable criminel : la fronde des avocats s'intensifie

Grève perlée, mobilisation massive, manifestations... : la contestation des avocats contre la création d'une procédure de jugement des crimes reconnus ne cesse de monter en puissance, jusqu'à une journée « Justice morte » très suivie. Face à eux, les magistrats affichent, dans leur majorité, un soutien assumé à la réforme.



© Miren Lartigue

Actualité

« L'IA ne doit jamais remplacer le juge ou l'avocat »

entretien avec Stéphane NOËL

Prostitution : se remettre à l'ouvrage à propos d'un vieux métier

libres propos par Arnaud CASADO

Doctrine

La réécriture du Code de procédure pénale – Retour de deux membres du comité scientifique de réécriture

note par Julien BROCHOT et Pauline LE MONNIER DE GOUVILLE sous Ord. n° 2025-1091, 19 nov. 2025

Jurisprudence

L'impossible soumission d'un contrat à un droit non étatique

note par Sylvain BOLLÉE sous Cass. 1^{re} civ., 11 févr. 2026

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Laurent SAENKO

Professeur à Aix-Marseille Université

• Nicolas CATELAN

Professeur associé à Sorbonne University Abu Dhabi

AVEC LA PARTICIPATION DE

Julie ALIX, Florian ENGEL et Astrid MIGNON COLOMBET



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2026

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 662,63 € TTC

Recueils + table seuls : 642,21 € TTC

Journal, recueil + table : 893,38 €

Abonnement feuilletable numérique : 274,65 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 739 €

Journal, recueil + table : 979 €

Abonnement feuilletable numérique : 269 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 748 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Cette revue ne peut être reproduite, même partiellement,

sauf exceptions prévues par la loi, ni utilisée à des fins

d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.

La feuille de textes et de données est interdite conformément

à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL489j7 ■ Plaider-coupable criminel : la fronde des avocats s'intensifie 4

GPL489f2 ■ « L'IA ne doit jamais remplacer le juge ou l'avocat »
entretien avec Stéphane NoËL 7

GPL489j6 ■ Prostitution : se remettre à l'ouvrage à propos d'un vieux métier
libres propos par Arnaud CASADO 10

Doctrine

GPL489f5 ■ La réécriture du Code de procédure pénale – Retour
de deux membres du comité scientifique de réécriture
note par Julien BROCHOT et Pauline LE MONNIER DE GOUVILLE
sous Ord. n° 2025-1091, 19 nov. 2025 13

Jurisprudence

GPL489c0 ■ L'impossible soumission d'un contrat à un droit non étatique
note par Sylvain BOLLÉE sous Cass. 1^{re} civ., 11 févr. 2026 18

GPL488i8 ■ Pas de cession à titre gratuit des parts sociales d'une SARL
sans notaire
note par Grégoire LEMARCHAND-GHICA sous Cass. com., 11 févr. 2026 22

GPL488z6 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 26

GPL489a8 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 30

GPL489e5 ■ Chronique de jurisprudence de la Cour européenne
des droits de l'Homme
par Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL489e5>



Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE

33

Sous la responsabilité scientifique de
Laurent SAENKO et Nicolas CATELAN

DOCTRINE P. 19

IMMOBILIER

La validité des clauses limitant ou excluant la garantie des vices cachés : retour à la raison ?

par Cyril Grimaldi**ACTUALITÉS** P. 5

IMMOBILIER

Conséquences des irrégularités du plan annexé au règlement de copropriété

DROIT FISCAL

Plus-values : autonomie des conditions de maintien des reports d'imposition

PROFESSIONS

Obligation du notaire d'attirer l'attention sur le déséquilibre existant entre les obligations des parties

PRATIQUE P. 12

PERSONNES / FAMILLE

La renonciation à succession n'emporte pas renonciation à la donation au dernier vivant

par Gulsen Yildirim**CHRONIQUES** P. 23

IMMOBILIER

Copropriété et ensembles immobiliers complexes

par Julien Laurent, Marie-Anne Le Floch, Alban Gratadeix
et Louis-Antoine Poletti



ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF231b7 ■ Conséquences des irrégularités du plan annexé au règlement de copropriété

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF231b3 ■ Limites de la compétence juridictionnelle en matière de publicité foncière

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF231b2 ■ Vente par une commune : conditions d'abrogation de la délibération

FISCAL

DEF231b4 ■ Plus-values : autonomie des conditions de maintien des reports d'imposition

PROFESSION

DEF231b5 ■ Obligation du notaire d'attirer l'attention sur le déséquilibre existant entre les obligations des parties

PRATIQUE P. 12

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF230u7 ■ La renonciation à succession n'empêche pas la renonciation à la donation au dernier vivant par **Gulsen Yildirim**

DOCTRINE P. 19

DEF230z2 ■ La validité des clauses limitant ou excluant la garantie des vices cachés : retour à la raison ? par **Cyril Grimaldi**

CHRONIQUES P. 23

DEF230y9 ■ Copropriété et ensembles immobiliers complexes par **Julien Laurent, Marie-Anne Le Floch, Alban Gratadeix** et **Louis-Antoine Poletti**

VIE PRO P. 30

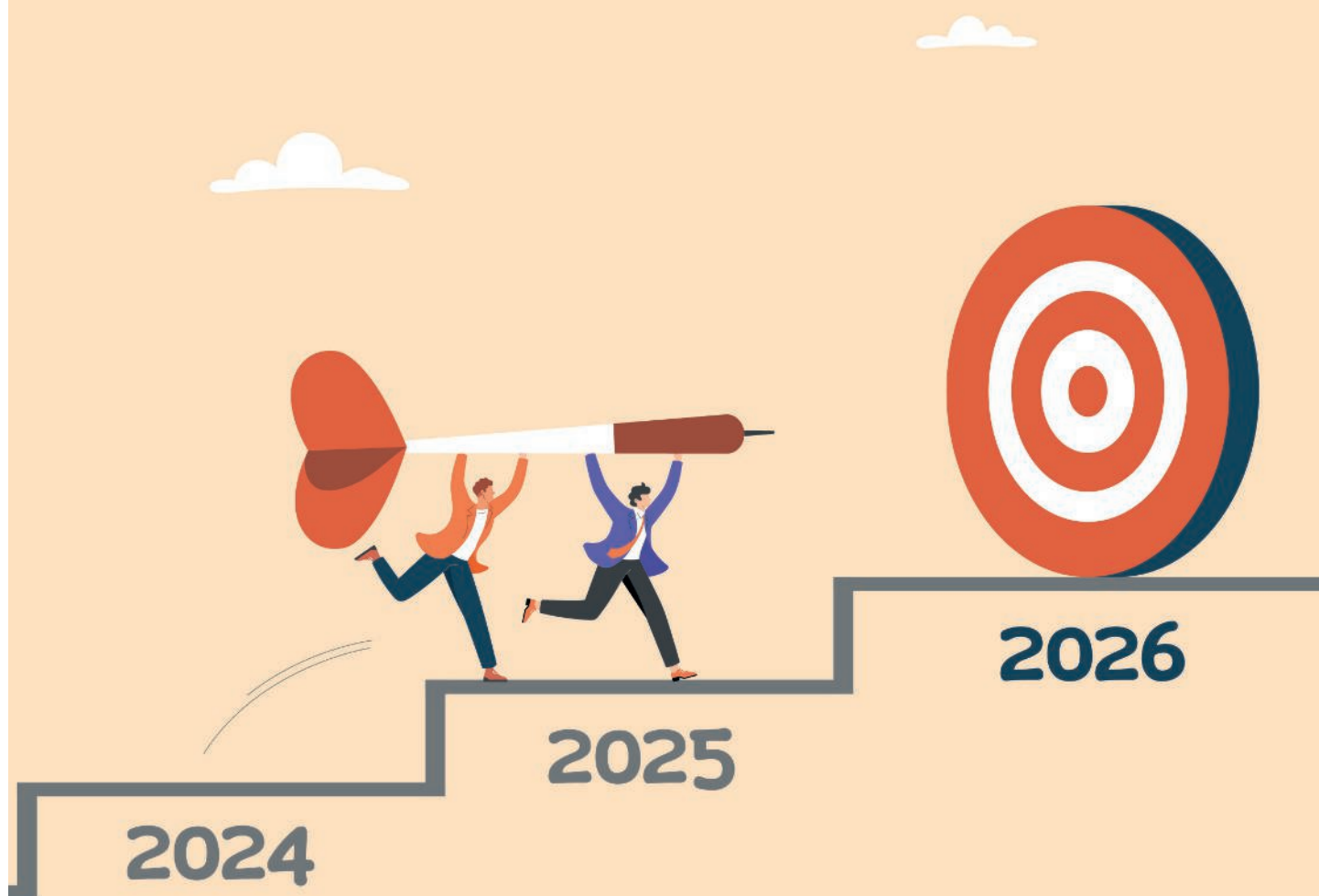
OFFRES ET DEMANDES P. 33

INDICES P. 36

Droit & Patrimoine

LE MENSUEL DE TOUS LES PRATICIENS DU DROIT

DOSSIER LOI DE FINANCES 2026



Prix au n° : 48 € HT - 49 € TTC. Abonnement annuel : 527 € HT - 538,06 € TTC.

ÉCLAIRAGE

Retour sur les
14^{es} rencontres Notariat-
Université de Reims

CHRONIQUES

Droit des sociétés
Fiscalité du patrimoine
Droit de l'assurance-vie



 LAMY | KARNOV
LIAISONS GROUP

DROIT & PATRIMOINE

AVRIL 2026 · N° 367

ACTUALITÉ

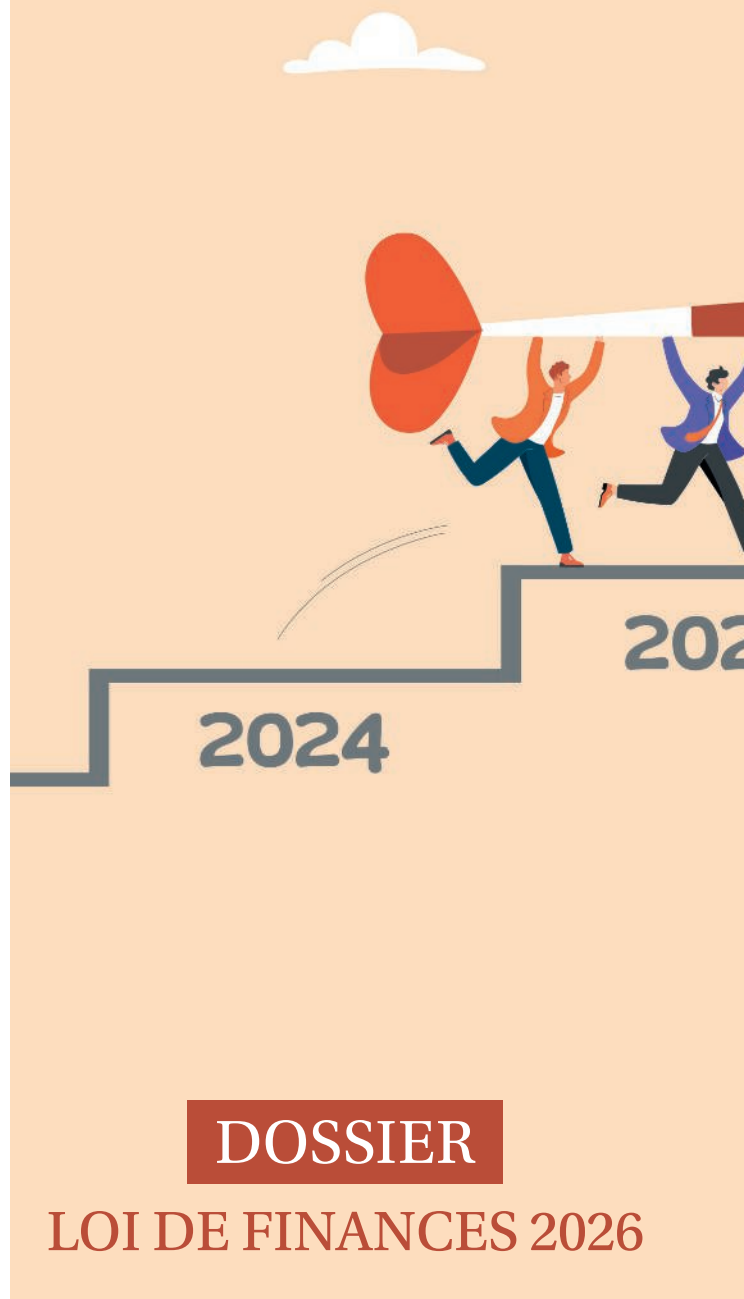
ÉCLAIRAGE

Retour sur les 14^{es} rencontres Notariat-Université de Reims 6

PROFESSIONS

EU Inc. : les notaires européens dénoncent un modèle « étranger » aux traditions juridiques continentales 10

Le Conseil des notariats de l'Union européenne (CNUE) alerte sur les risques juridiques et économiques du projet « EU Inc. » porté par la Commission européenne. Derrière la promesse de simplification pour les entreprises, les notaires redoutent une remise en cause des fondements du droit des sociétés et de la sécurité juridique en Europe.



DOSSIER

LOI DE FINANCES 2026

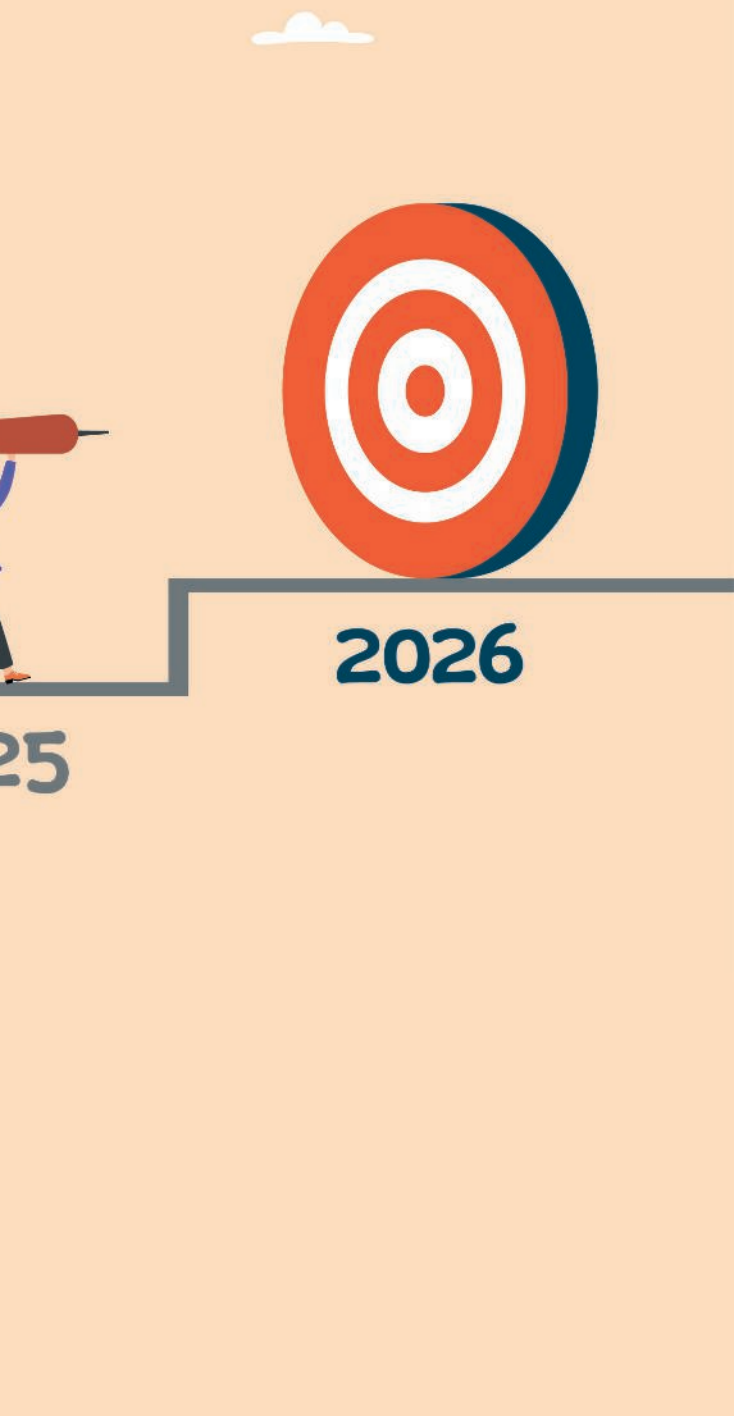
- **Mesures en matière de fiscalité patrimoniale** 14
Christophe LECLÈRE, avocat associé en fiscalité directe,
Lucie BLANCAL, avocate en fiscalité directe,
Grégory DUMONT, avocat associé en droit du patrimoine,
Simon JARRY, avocat en droit du patrimoine
- **Mesures en matière de fiscalité locale** 25
Alexis BUSSAC, avocat associé en fiscalité locale,
David BARREAU, avocat conseil en droit fiscal

SOMMAIRE

ACTUALITÉ · PRATIQUE · ANALYSE · DOSSIER · JURISPRUDENCE

CHRONIQUES

| | |
|---|----|
| Droit des sociétés | 32 |
| Fiscalité du patrimoine familial | 42 |
| Droit de l'assurance-vie | 51 |



• **Mesures en matière de fiscalité des entreprises**..... 27

Richard FOISSAC, avocat associé en fiscalité directe,
Dylan CHICANO avocat en fiscalité directe,
Yasten HOUAMDI, avocat en fiscalité directe,
Lucie MARTINEZ, avocate en fiscalité directe,
et Adrien SANVELIAN, avocat en fiscalité directe



QUESTION PRATIQUE

SPÉCIFICITÉS DE L'INDEMNISATION DES GARANTIES D'ACTIF ET DE PASSIF DANS LES DEALS M&A ET VENTURE

Le développement des assurances GAP a entraîné une évolution des pratiques.

30



www.efl.fr



À LA UNE

Sociétés - Un pacte d'associés est conclu pour la durée de la société restant à courir à défaut de terme exprès

5

Biens de l'entreprise - Bail commercial : précisions sur l'obligation de communication et de reddition des charges

17

Consommation - Le décret d'application de la réforme du crédit à la consommation est paru

25



Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 5 - Durée d'un pacte d'associés à défaut de terme exprès
- 6 - Infraction commise par un représentant de la personne morale
- 7 - Garantie d'éviction en matière de cession de droits sociaux
- 7 - Rémunération du gérant de SARL
- 8 - Vote du renouvellement des actions de préférence à droits de vote multiples
- 9 - Action d'un créancier social contre les associés d'une SCI
- 9 - Responsabilité du commissaire aux comptes
- 10 - Promesse de vente d'actions sous condition

Entreprise en difficulté

- 11 - Contenu de de la déclaration de créance
- 12 - Déclaration des créances dans la procédure ouverte après résolution du plan
- 12 - Vente des biens du débiteur en liquidation judiciaire

Contrats

- 13 - Droit à commission de l'agent commercial
- 14 - Indemnisation des travaux de reprise d'un local commercial incluant la TVA
- 14 - Obligation précontractuelle d'information
- 15 - Information sur les risques naturels lors d'une vente immobilière
- 16 - Mention des délais dans une condition suspensive d'obtention d'un prêt

Finances de l'entreprise

- 16 - Prescription de l'action paulienne

Biens de l'entreprise

- 17 - Bail commercial : obligation de communication et de reddition des charges
- 18 - Action indemnitaire en cas de défaut de délivrance du local commercial
- 18 - Cause de nullité d'une marque
- 19 - Bail d'habitation : congé par lettre recommandée électronique

Consommation

- 20 - Application de la réglementation sur les clauses abusives
- 21 - Rappel de produits
- 21 - Encadrement des promotions sur les denrées alimentaires

Compliance

- 22 - Manquement au devoir de vigilance
- 22 - Recel : utilisation d'une information détournée
- 23 - Corruption d'agent public étranger

Commentaire

- 25 - Décret d'application de la réforme du crédit à la consommation

Veilles

- 34 - Veille législative
- 35 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



30

**SPÉCIFICITÉS DE L'INDEMNISATION
DES GARANTIES D'ACTIF ET DE PASSIF
DANS LES DEALS M&A ET VENTURE**